

LISTE DES ABREVIATION

PNUD : programme des nations unies pour le développement

OMS : Organisation mondial de santé

FIDEC : Fonds de développement pour le développement économique social

PED : Pays en voie de développement

PIB : produit intérieur brut

BTP : Bâtiment et des travaux publics

ENSOMD : Enquête nationale sur suivi des objectifs du millénaire pour le Développement

INSTAT : Institut National de la Statistique

IMP : Indicateur multidimensionnel de la pauvreté

EPM : Enquête Permanentes auprès des Ménages

AEP : Agriculture, Elevage, Pêche

SOMMAIRE

I -NOTIONS ET CONCEPTS DE LA PAUVRETE ET L'HISTOIRE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR DEPUIS L'UNIFICATION DU ROYAUME A MADAGASCAR

I-1 DEFINITIONS ET APPROCHES DE LA PAUVRETE

I-1-1 Définitions

I-1-2 Les approches de la pauvreté

I-2-HISTOIRE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR DEPUIS L'UNIFICATION DE ROYAUME DE MADAGASCAR

I-2-1 le royaume à Madagascar reconnu à l'extérieur (1817-1895)

I-2-2 Madagascar colonie française (1895-1960)

II- LA RELATION ENTRE L'HISTOIRE ECONOMIQUE ET LA PAUVRETE A MADAGASCAR

II-1 LES NATURES DE LA PAUVRETE

II-1-1 Les conséquences de la reconnaissance à l'extérieur

II-1-2 L'impact de la colonisation

II-2-LES CONSEQUENCE DE LA PAUVRETE ET PROPOSITION DE SOLUTIONS POUR REDUIRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR

II-2-1 Les conséquences de la pauvreté à Madagascar

II-2-2 Propositions de solutions pour réduire la pauvreté à Madagascar

INTRODUCTION

L'histoire du peuplement de Madagascar est celle de la synthèse entre les premiers migrants austronésiens sur qui nous savons très peu de chose, et les flux indo-mélanésien et bantou, secondairement indien et arabe, qui se sont installés dans l'île à partir du Ier millénaire et jusqu'au XVe ou XVIe siècle. La population est restée jusque-là clairsemée en petits établissements. Ces origines multiples se lisent encore dans des traits culturels complexes d'un ensemble malgache qui présente une grande unité linguistique et culturelle.

On dit toujours que Madagascar est un pays riche ; tout le monde s'accorde au moins sur deux paradoxes. D'une part on dit de ce pays qu'il doté d'une richesse incommensurable aussi bien humaine (un cosmopolitisme extraordinaire) que naturelle (faune et flore) voir sous-sol (minéraux). D'autre part, il dispose d'une diversité culturelle peu commune (une multiculturelle brassant à la fois les cultures d'Arabie, d'Inde ; d'Afrique, et d'Europe)¹.

Madagascar a été dépeinte sous un jour aussi noir : sous développé, sous peuplée, dépourvue d'infrastructure, possèdent une agriculture archaïque, régie par une monoculture qui n'en est même pas par une (car Madagascar dans l'ensemble n'est pas en mesure d'imposer ses prix sur le marché), arrêté par des handicaps socio culturels et économiques ; avec un élevage périclitant, une politique de développement inexistante, nantie d'une pléthore de fonctionnaire aux salaires excessifs ; la grande île ; qu'il faut éduquer psychologiquement et économiquement, de souffre, en outre, d'un accroissement démographique au rythme rapide².

La population Malgache est pauvre ; plus des deux tiers de la population malgache vivaient dans la pauvreté selon une étude récente en 1996 ; 77,8% des Malgaches sous seuil de pauvreté en 2012 d'après la banque mondiale.

En 2018, Madagascar occupe le quatrième rang du classement des pays qui produisent le moins de richesses par habitant avec un PIB par habitant de 424 dollars. Le pays a cette année un produit intérieur brut de 11,16 milliards de dollars pour une population de 26,33 millions d'habitants. D'après la banque mondiale 77,8% Malgaches vivaient sous le seuil de pauvreté en 2012.

¹A.JAO, les 4 principales causes de la pauvreté à Madagascar, édition 2014

²GENDARME René, L'économie de Madagascar, Diagnostic et prospection de développement, paris, Cujas(1960).211p

La pauvreté est un phénomène essentiel dans un pays, alors on choisit l'histoire économique depuis 1818 (deux siècles) et manifestation de la pauvreté à Madagascar.

La question qui se pose dans notre analyse est pourquoi les problèmes à Madagascar sont mêmes durant deux siècles ?

L'objectif de cette analyse est pour connaitre les problèmes fondamentales de Madagascar, pour avoir de développement d'un pays, il faut savoir tous les obstacles qui l'empêche ; il faut connaitre l'histoire de ce pays, L'histoire est un élément qui peut aider à révolver les problèmes d'un pays et témoin de tout l'évènement passé.

Plus spécifiquement, il s'agit du sous-développement figé. Madagascar reste encore une économie fragile et vulnérable à degré de résilience des institutions et de la population relativement faible classé dans les Pays Moins Avancés (PMA), alors la pauvreté de Madagascar dépend son histoire économique.

Pour vérifier cette analyse, on va mettre ces hypothèses qui sont le résultat attendu :

- L'histoire économique a de rôle très important pour savoir les causes principales de la pauvreté à Madagascar.
- L'histoire peut évaluer l'évolution de niveau de vie de la population Malgaches ; les impacts de la dépendance avec les pays riche
- La connaissance du passé peut construire un meilleur futur : on peut tirer les erreurs et construire une voie de développement

Pour mieux comprendre cette analyse, on va développer premièrement les notions et concepts de la pauvreté et l'histoire économique de Madagascar depuis l'unification de Royaume, en deuxièmes, la relation entre l'histoire économique et la pauvreté à Madagascar.

**DEFINITIONS ET CONCEPTS DE LA
PAUVRETE, ET L'HISTOIRE ECONOMIQUE
DEPUIS L'UNIFICATION DU ROYAUME A
MADAGASCAR**

I- DEFINITIONS ET CONCEPTS DE LA PAUVRETE, ET L'HISTOIRE ECONOMIQUEDEPUIS L'UNIFICATION DU ROYAUME A MADAGASCAR

I-1DEFINTIONS ET APPROCHES DE LA PAUVRETE

I-1-1 DEFINITIONS DE LA PAUVRETE

1 -Definition 1

La pauvreté est un terme désignant la situation d'une personne, d'un groupe de personnes, d'une famille, d'une communauté ou d'une société qui ne dispose pas de la ressource suffisante pour lui permettre de satisfaire ses besoins fondamentaux et se développer normalement. La pauvreté, ce n'est pas avoir assez d'argent pour répondre à ses besoins de base de nourriture, en vêtements et en logement

2-Définition 2

La pauvreté peut se manifester de manière multiple : par la faiblesse ou l'absence d'un revenu, par un logement précaire, par une mauvaise santé, par une éducation insuffisante, par la sous-alimentation ou un environnement dégradé... Ces facteurs varient d'une région à une autre, d'un groupe de personnes à d'autres ce qui complexifie la quantification du phénomène, néanmoins il est clair que la pauvreté est multidimensionnelle

3-DEFINITIONS SELON PNUD

Pour la Banque Mondiale et le PNUD la pauvreté résulte « d'un manque d' (accès aux) actifs, d'une croissance économique insuffisante ou inappropriée, et d'une mauvaise gouvernance.»

Le PNUD définit spécifiquement trois notions :

3.1 *La pauvreté extrême ou pauvreté absolue*

Une personne vit en condition d'extrême pauvreté si elle ne dispose pas des revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels définis sur la base de besoins caloriques minimaux (1800 calories par jour et par personne (OMS). Le concept absolu de la pauvreté fait référence à un niveau de vie défini en termes absolus. Dans ce cas, elle est en général mesurée par la valeur, en termes réels, d'un niveau donné de marchandises assurant une forme quelconque de **subsistance minimum** (par exemple, valeur de l'aliment de base ou revenu

minimal requis pour vivre décemment). Les premières tentatives de définition de la pauvreté comme un concept absolu ont pris en compte le coût minimal du régime alimentaire, c'est-à-dire le coût minimal, pour chaque ménage, d'un apport énergétique donné³. Cette approche pèche de deux manières : le coût du régime alimentaire minimal peut varier considérablement d'un ménage à l'autre, car tous ne présentent pas les mêmes préférences en matière de schémas nutritionnels; elle ne tient pas compte des composants non alimentaires⁴.

3.2 La pauvreté générale ou pauvreté relative

Une personne vit en condition de pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires : habillement, énergie, logement, ainsi que des biens alimentaires. Le concept relatif de pauvreté, quant à lui, renvoie à un niveau de vie défini par rapport à la position d'autres personnes dans la distribution revenus/dépenses. En ce sens, la pauvreté est avant tout un phénomène d'inégalité. Par exemple, on peut définir comme pauvres les personnes dont les revenus sont inférieurs de 50 pour cent au revenu moyen de la société. Par conséquent, si le revenu moyen augmente parce que les riches s'enrichissent, le nombre de personnes vivant dans une pauvreté relative risque d'augmenter. Ce concept rend automatiquement compte de l'évolution de la situation sociale et économique d'un pays donné. Le principal point faible de cette approche est que, si la pauvreté est définie comme un pourcentage fixe d'un indicateur synthétique de la distribution de revenus (par exemple, une moyenne ou une médiane), il n'est pas possible de l'éradiquer, sauf si la distribution de revenus devient parfaitement égalitaire⁵.

3.3 La pauvreté humaine

Considérée comme l'absence des capacités humaines de base : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée¹.

Les concepts absous et relatifs de la pauvreté ont fait l'objet d'un large débat dans la littérature spécialisée, avec pour résultat principal que «la pauvreté est un concept, ni strictement absolu,

³Les britanniques Rowntree, 1901, et Booth, 1902, ont été les pionniers de cette approche. L'application la plus populaire du concept absolu de pauvreté dans les pays industrialisés est celle d'Orshansky, 1965, pour les États-Unis. Pour obtenir une vue élémentaire et descriptive des concepts de pauvreté absolue et relative, voir Seidl, 1998. Rein, 1970, a élaboré une critique de la vue absolutiste de la pauvreté. Les concepts de la pauvreté sont également discutés par Lok-Desallien, 1997, pour le compte du PNUD. Ce dernier article appartient à une série de documents de support technique (DST) développés par le PNUD en 1997.

⁴Les principaux aspects de ces méthodes sont traités dans le module EASYPOL 005: *Impacts des politiques sur la pauvreté: seuils de pauvreté absolue*

⁵Ce concept a été développé par Fieghen *et al.* 1977, qui avançaient qu'avec une définition relative de la pauvreté, «les pauvres ne nous quittent jamais».

ni strictement relatif». D'un autre côté, Sen, 1983, s'efforce de hiérarchiser les deux approches. Il définit la pauvreté comme une «privation absolue» pouvant être interprétée comme une préférence pour le concept absolu en cas de contradiction entre les concepts absous et relatifs de la pauvreté. À la base, Sen réfute le concept relatif de pauvreté en arguant qu'il existe un noyau absolutiste irréductible dans l'idée de pauvreté, quelles que soient les positions relatives (par exemple, la faim et la famine constituent des indicateurs de pauvreté sans équivoque).

Le PNUD ne définit pas officiellement la pauvreté monétaire, mais l'évoque. C'est la pauvreté humaine qui est mise au cœur de l'analyse et celle-ci est liée à la notion de développement humain

4. DEFINITIONS SELON LES AUTEURS

Historiquement, dans les années 1890, le **Darwinisme social1** définit la pauvreté comme «un phénomène qui répond à des lois dites scientifiques qu'il faut mesurer et analyser». **Sébum Rowntree2** consacrera une partie de sa vie à l'analyse des ressources monétaires pour mesurer les besoins nutritionnels, vestimentaires et de logement ce qui mènera à de longs débats et analyses au fur et à mesure du temps au sujet de ce phénomène.

La théorie **Welfariste** dominante depuis deux siècles, base le bien-être exclusivement sur la notion d'utilité, où les ressources monétaires (ou les revenus) déterminent son niveau. La pauvreté est définie alors comme « un niveau de revenu socialement inacceptable».

Peter Townsend4 entreprend dans les années 1970 une approche relativiste de la pauvreté. Pour lui, « les individus, familles ou groupes de la population peuvent être considérés en état de pauvreté quand ils manquent des ressources nécessaires pour obtenir l'alimentation type, la participation aux activités, et pour avoir les conditions de vie et les commodités qui sont habituellement ou sont au moins largement encouragées ou approuvées dans les sociétés auxquelles ils appartiennent. Leurs ressources sont si significativement inférieures à celles qui sont déterminées par la moyenne individuelle ou familiale qu'ils sont, de fait, exclus des modes de vie courants, des habitudes et des activités ».

John Rawls à travers son livre « **Théorie de la Justice** » (1971) donne une définition philosophique de la pauvreté en s'appuyant sur ce qu'il considère comme les biens premiers, c'est à dire les droits de base, la liberté de choix. Il s'agit de définir la pauvreté comme une situation considérée comme inacceptable c'est-à-dire injuste, dans une société donnée et ce sur

un plan économique et social. Contrairement aux welfaristes, seule la justice ou l'équité est la base de l'arrangement social.

Selon **Armatya Sen** et grâce à ses travaux sur la pauvreté multidimensionnelle, la définition de ce phénomène se base sur deux approches, dont l'une est nommée **l'approche unidimensionnelle**. Celle-ci est appliquée par les bailleurs de fonds et les institutions internationales pour permettre d'identifier les populations pauvres, dont les critères sont limités car ils sont axés sur les ressources monétaires, c'est à dire le revenu, et la consommation. Ces critères pour mesurer la pauvreté sont d'après Sen, des éléments insuffisants et ne permettent pas de répondre complètement au problème de ciblage des populations pauvres. La seconde approche de Sen est **l'approche multidimensionnelle** des « **Capabilities** » (cf. différents approches de la pauvreté) où il considère que la pauvreté doit prendre en compte les facteurs du « bien-être ». Sen expliquera à travers ses analyses que la pauvreté ne doit pas être considérée seulement comme un manque de ressources monétaires, il faudrait prendre en compte la condition physique des personnes et ses accomplissements personnels. Sa phrase « **la valeur du niveau de vie a tout à voir avec la vie, non pas avec la possession des biens** » résume parfaitement cette idée.

I-1-2 LES APPROCHES DE LA PAUVRETE

1. L'approche monétaire soutenue par les utilitaristes ou welfaristes

Selon cette approche le bien-être résulte d'une insuffisance des ressources monétaires qui entraîne une consommation insuffisante. Elle s'appuie soit sur le revenu, soit sur la consommation traduite en valeur monétaire. Cette approche est dominante et la plus utilisée par les institutions internationales, notamment la Banque Mondiale.

La théorie du bien-être est la référence pour l'analyse de la pauvreté monétaire. Les Welfaristes font soit référence au bien-être économique directement lié au concept d'utilité économique⁵ ou soit indirectement comme l'utilité générée par la consommation totale. En pratique le bien-être économique n'est pas quantifiable directement car les agents économiques ont des préférences⁶ différentes en conséquence l'approche monétaire de la pauvreté s'appuie sur l'utilisation de revenu ou de consommation comme mesure de bien-être.

Deux principes essentiels ressortent de cette approche : les individus sont les seuls à savoir ce qui est dans leur intérêt, ils ont donc des préférences différentes et l'Etat doit limiter ses interventions dans l'économie, il doit mettre l'accent sur des politiques qui réduisent la pauvreté, mais basées sur l'augmentation de la productivité, de et par conséquence du revenu

2- L'approche non-monétaire

Les approches non-monétaires, contrairement aux utilitaristes, se basent sur la définition du bien-être d'un point de vue social, en effet le bien-être n'est pas traduit en termes de ressources monétaires, mais en termes de libertés et d'accomplissements.

2.1 L'approche par les besoins de base : Cette approche met en avant l'identification des besoins communs à tous les êtres humains nécessaires pour atteindre une certaine qualité de vie. Ces besoins sont des besoins de base tels que l'éducation, la santé, l'hygiène, l'assainissement, l'eau potable et l'habitat. En effet une personne est considérée comme pauvre lorsqu'elle ne satisfait pas ses besoins de base par rapport à un certain standard de vie. Un des inconvénients de cette approche est la définition même des besoins de base qui comme la pauvreté reste assez relative.

2.2 L'approche par le cumul de privations, une approche multidimensionnelle : C'est une méthode qui consiste à l'analyse d'une source homogène, par exemple : des enquêtes ponctuelles auprès des ménages, pour identifier les individus qui sont privés simultanément de certains biens et services nécessaires pour assurer un niveau de vie « normal ». Suite à ces enquêtes un « score » relatif est construit par rapport à ces privations pour chaque unité statistique. Les pauvres sont les personnes qui ont un nombre de privations récurrentes et fixes. L'inconvénient avec cette approche réside dans la définition de ces biens et services nécessaires et la fixation d'un score minimum.

3.3 L'approche par les capacités ou « Capabilities » : Conduite par Amartya Sen (1987) : Cette approche repose sur le concept de « Justice Sociale ». Ici la « chose » qui manque n'est pas l'utilité ni les besoins de base, mais les habiletés ou capacités humaines jugées fondamentales pour pouvoir accéder à un certain niveau de vie. Le bien-être ce n'est pas la possession de biens, mais d'être bien nourri, bien éduqué, en bonne santé, de participer à la vie collective etc. Cet ensemble de facteurs déterminent la valeur de vie. Sen indique que la valeur de la vie d'un individu dépend d'un ensemble de façons de faire et d'être qu'il regroupe sous le terme de « fonctionnements ».

Les capacités d'un individu sont déterminées par ses potentialités qui correspondent à des dotations en capital social, capital humain, capital physique et capital économique (Rousseau, 2001), ainsi que par ses opportunités, qui sont conditionnées par l'environnement propre à l'individu qui déterminera ses choix possibles, c'est-à-dire les contraintes de fonctionnement. Les fonctionnements sont des accomplissements alors que les capacités décrivent la liberté de

choisir parmi les différents fonctionnements. Un pauvre est une personne qui n'a pas les capacités d'atteindre un certain sous-ensemble de fonctionnements. En finalité, la pauvreté est donc la privation de cette fonctionnalité.

3. Les autres approches

3.1 La pauvreté subjective

Consiste à évaluer les perceptions des ménages qui ont été soumis à des enquêtes et qui répondent à des questions relatives à leur situation. Par exemple : le fait de pouvoir épargner, ou de devoir se servir de ces réserves, ou de disposer de la somme minimale nécessaire pour « joindre les deux bouts ». Cette démarche permet de savoir quels sont les besoins que les ménages jugent nécessaires et quels sont ceux, qui à leur avis, sont un signe de pauvreté. C'est une approche qui comporte des inconvénients car les questions posées doivent être appropriées au contexte.

3.2 La pauvreté transitoire/structurelle

Consiste à faire la différence entre la permanence dans l'état de pauvreté dû à la structure même de la société, et l'état de pauvreté transitoire qui résulte d'une conjoncture défavorable. Cette approche est peu utilisée car elle nécessite un suivi lourd, toutefois elle est importante car elle permettrait de modifier les politiques et programmes de lutte contre la pauvreté en fonction de sa nature structurelle ou conjoncturelle.

3.2 L'approche instantanée/cycles de vie

Cette approche différentie les pauvres « permanents » des pauvres « transitoires » qui font des sacrifices pendant un cycle de leur vie dans l'espoir d'un revenu plus élevé sur le long terme

I-2 HISTOIRE DE MADAGASCAR DEPUIS L'UNIFICATION DE MADAGASCAR

I-2-1. LE ROYAUME A MADAGASCAR RECONNU PAR L'EXTERIEUR

1. Une brève histoire du royaume de Madagascar

Andrianampoinimerina (le prince du cœur de l'Imerina) 1787-1810

Il est le premier roi qui a eu le charisme et la force d'unifier Madagascar (1787 à 1810). Il ne cessa d'agrandir son territoire en maîtrisant parfaitement le développement économique et administratif ; il développa les marchés, multiplia les alliances, créa un impôt, une justice... Son mission « la mer sera la limite de ma rizière » qui a porté le changement de niveau de vie de la population Malgache. Initiateur du projet et bâtisseur des structures nouvelles de la société malgache; Il entendait assigner à son peuple une ouverture sur le monde extérieur et il envisageait par conséquent d'établir avec les puissances étrangères des relations dignes d'un pays soucieux de son insertion dans un contexte international. Sa mort ne lui laisse pas atteindre son objectif. Il est le seul qui apporte directement des avantages pour sa population.

RADAMA Ier, 1810-1828

Il est le fils d'Andrianampoinimerina et successeur, poursuivre son tâche.

Consolida avec brio l'œuvre interne et externe dessinée par son père. Le règne de ces fondateurs correspond à une période de prospérité pour le royaume. Grâce à leur clairvoyance, ils ont su, pendant 35 ans, s'ouvrir sur l'extérieur en entretenant avec les voisins régionaux comme les puissances étrangères du moment – la France et l'Angleterre essentiellement – des rapports normaux de respect mutuel. Il unifie le pays avec l'aide des anglais et interdisait la traite des esclaves

RANAVALONA Ière 1828-1863

Reine réputée par sa cruauté, ce qui a été construit avec tant de détermination et de constance va être remis en cause de façon implacable durant son long... trop long règne de 33 ans. Sous couvert « d'authentification malgache » Madagascar campe dans le repli sur soi, la fermeture voire la xénophobie. A l'opposé de ce qu'a fait son mari, elle expulsa tous les étrangers, rétabli l'ordre traditionnel et abolit le christianisme. Elle stoppa net l'influence étrangère

Avec **RADAMA II 1861-1863**, (Le prince Rakoto est couronné roi sous le nom de RADAMA II) roi éphémère⁶ qui aura régné 2 ans, Il faut étrangler 2 ans seulement après ascension au trône⁷, su ordre des responsables militaires, l'espoir renaît avec une impulsion libérale sans précédent. Mais la barre n'est pas redressée faute d'actions en profondeur .Il mène une politique à l'encontre à sa mère : la peine de mort est supprimé, les étrangères peuvent entrer libre.

RANAVALONA III ne pourra que constater la **décadence** progressive tout au long de ses 13 ans de règne. Puis, brusquement, c'est la confrontation armée avec la France

2. La relation de Madagascar avec les étrangères avant la colonisation en 1896 sur les marchés

Dans le domaine de marché, on existe-le plus de la relation avec l'extérieur, Le marché est une méthode pour introduire les projets de l'union européen comme l'impérialisation, colonisation, partage du monde. Au XIX è, l'immixtion de plus en plus grandissante des Européens dans les affaires intérieures du pays éveilla le courroux de la Reine Ranavalona I (1828-1861) qui rompit tout commerce avec l'extérieur. Toutefois, sous l'influence de Jean Laborde, celle-ci modifia sa politique avec l'étranger et le commerce avec l'extérieur fut rouvert.

Sous le règne de Radama II (1861-1863), il y avait de libéralisme à Madagascar, le commerce extérieur se développa grâce à la suppression des droits de douanes. Ce Roi s'était donné la mission de Le commerce d'import-export était entre les mains des maisons américaines, anglaises, françaises, allemandes. Les relations maritimes étaient assurées par les Messageries Maritimes (deux touchées mensuelles à Tamatave), la Caste Line, la Havraise Péninsulaire, des navires américains et allemands. Les trois principaux ports furent Tamatave, Mananjary et Majunga. Ainsi, grâce à l'œuvre de Radama II, le commerce extérieur connut un essor considérable et on assista à une liberté des échanges commerciaux avec l'extérieur.

En 1883, la France voulut obtenir un protectorat effectif à Madagascar. Les relations entre Tananarive et Paris (Gouvernement de Jules Ferry sous la III è République Française) devinrent tendues et le 30 avril 1883, la France déclara la guerre à Madagascar. Avec la mort subite de Ranavalona II le 12 juillet 1883, les hostilités cessèrent provisoirement et un traité de prix fut signé le 17 décembre 1885. Le Premier Ministre Rainilaiarivony n'ayant pas respecté les

⁶C'est un roi passager

⁷Monter dans son siège

clauses de ce traité, la deuxième guerre malgache-française éclata en 1894. Ranavalona III (1883-1896) capitula le 30 septembre 1895 et le 1er octobre 1895, le traité de protectorat avec la France fut signé.

Le 6 août 1896, le Gouvernement français supprima le protectorat et déclara Madagascar colonie française.

I-2 -2 MADAGASCAR COLONIE FRANÇAISE (1895-1960)

1-Les causes de la colonisation

1.1 Les causes internes

En 1883-1885, une guerre éclate entre les Malgaches et les Français. Elle se termine par la signature d'un traité (accord). Ce traité considère Madagascar comme protectorat français. Cependant le premier ministre Rainilaiarivony refuse ce protectorat qu'il appelle protectorat fantôme. Le refus du premier ministre provoque une deuxième guerre franco-malgache en 1894-1895. Elle se termine par la défaite malgache et la signature d'un protectorat réel. Des révoltes éclatent car la population malgache conteste ce protectorat. Des mouvements de résistance se forment ainsi que des mouvements xénophobes. La réaction de la France est immédiate : une loi d'annexion est voté et le protectorat est aboli et le 6 aout 1896 Madagascar devient une colonie française

1.2 Les causes externes

Causes sociales et culturelles: Les européens pensaient que leur civilisation était supérieur aux autres par conséquent coloniser et instruire les « races inférieures » étaient un devoir : c'est la mission civilisatrice (Education, évangélisation)

Causes politiques et économique: Sur le plan stratégique la place de Madagascar permettait à la France de contrôler le commerce international dans l'océan indien et d'y installer une base militaire, avoir un empire colonial était un signe de puissance et motif de fierté. Pour éviter les rivalités, les pays européens ont partagé le monde pour créer de vastes empires coloniaux. Ils se sont réunis à Berlin pour faire ce partage. Pendant cette conférence, l'Angleterre donne Madagascar à la France en échange de Zanzibar. La révolution industrielle oblige les européens à chercher des matières premières pour leurs usines et des débouchés (marchés) pour les produits finis ; ils ont aussi besoin de terres de peuplement et de travail pour les hommes.

2-L'objectif de la colonisation

Le principal objectif de la colonisation est l'exploitation économique de Madagascar. La France n'a pas cherché à développer Madagascar, Madagascar était devenu un marché exclusivement français, vol des terres des Malgaches, déséquilibre régionaux : seules les régions riches sont développées. Pour réaliser ce but différentes mesures ont été prises par l'administration coloniale : le code l'indigénat, le pacte colonial, les impôts et prestations.

2-1 le code d'indigénat

C'est l'ensemble des règles qui placent les indigènes sous la domination des colons. Le non-respect de ce code expose l'indigène à des punitions très sévères ? Les mesures d'ordre social et politique ont été prises ; La société coloniale a été divisée en deux classes : La classe des dominants constitué par les colons : les Français qui ont tous les pouvoirs administratifs et politique ainsi que tous les moyens de production. Et l'autre classe c'est la classe des dominés constituée par les Malgaches ; Cette classe aussi est divisé en deux : les citoyens : c'est les malgaches privilégiés mais minoritaires qui obtiennent quelques avantages mais restent soumis aux français et les indigènes : c'est la masse populaire malgache soumise au code d'indigénat. Ils sont comme des objets, des moyens de production français. Ils n'ont aucun droit politique et administratif. Ils doivent payer les impôts et faire des prestations

2-2 Le pacte colonial et l'économie traité

Le pacte colonial c'est un système économique qui oblige chaque colonie à ne vendre économique qui oblige chaque colonie à ne vendre et n'acheter qu'à sa métropole, son objectif est de rendre l'économie de Madagascar dépendante de celle de la France.

L'économie de traité

Pour développer l'économie de traité, la France remplace l'économie d'autosubsistance par l'économie de marché. C'est une politique des colonisateurs qui consiste à acheter les matières premières à bas prix et à vendre les produits finis à prix élevé. Pour assurer le bon fonctionnement de l'économie de traité, les français adoptent une loi sur le régime foncier et deviennent propriétaires des terres des malgaches. Ces derniers doivent alors travailler dans les plantations françaises

**LA RELATION ENTRE L'HISTOIRE
ECONOMIQUE ET LA PAUVRETE A
MADAGASCAR**

II-LA RELATION ENTRE L'HISTOIRE ECONOMIQUE ET LA PAUVRETE AMADAGASCAR.

II-1 LES NATURES DE LA PAUVRETE

II-1-1Les conséquences de la reconnaissance du royaume à l'extérieur et la colonisation de Madagascar

1-L'instabilité du commerce international

Madagascar avait une faible spécialisation au niveau du commerce international, à cause de système du pays développer, il y a beaucoup de condition pour l'exportation de marchandise, la qualité, la quantité avec la difficulté, les étrangers cherchent son intérêt comme les matières premières, les bœufs et le riz. La commercialisation est un facteur qui a de place important très important sur l'économie d'un pays. Mais l'exportation est faible par rapport à l'importation qui entraîne un déficit commercial. Par ailleurs les étrangers font le protectionnisme mais notre système est le libéralisme, Il n'y a pas de bénéfice pour notre pays la majorité de la commercialisation.

En effet pour une grande part, c'est la question internationale, c'est-à-dire l'ouverture de Madagascar au monde extérieur qui va être au centre de la problématique de l'évolution malgache tout au long de XIXe siècle.

En plus la pauvreté est une conséquence de l'impérialisme de pays développé, ces derniers sont dominés dans le rapport économique mondial et cette domination organise le sous-développement de notre pays. A cette époque de partage du monde entre les impérialismes européens, la France envisage d'exercer davantage son influence sur Madagascar et traité d'alliance franco-malgache, le commerce restera surtout orienté vers France et la balance commerciale sera régulièrement déficitaire. Par le jeu des banques et de sociétés de navigation et de commerce, les français tiennent l'économie de Madagascar d'une part, pour fournir à cette dernière les matières premières dont elle avait besoin ou pour faire commerce avec l'étranger et, d'autre part, pour élargir le marché de ses propres produits, notamment manufacturés. Il s'agissait du système économique dit de « Pacte colonial⁸ ». Ce système recouvre un certain

⁸Le pacte colonial appelé aussi régime exclusif est un régime d'échange imposé par les pays européens à leurs pays dominés

nombre d'usages et de méthodes politiques et commerciales qui étaient appliquées par les pays colonisateurs. Quatre idées générales président ce pacte colonial :

Le marché colonial était réservé aux produits métropolitains : la colonie se voit désormais contrainte de s'approvisionner en priorité auprès de la Métropole même si ce n'est pas la solution le plus économique.

La colonie ne pouvait pas produire des biens susceptibles de concurrencer l'activité métropolitaine.

Les produits coloniaux ne pouvaient être exportés qu'à destination de la Métropole : la puissance coloniale s'assurait ainsi une source de matières premières non menacée par la concurrence ou par des conflits politiques.

En contrepartie, les produits coloniaux bénéficiaient dans la Métropole d'un régime privilégié : en effet, le colonisateur s'approvisionnait en priorité auprès de ses colonies.

2 – une crise de dette pour Madagascar

La dette de notre pays n'était pas après l'indépendance mais pendant la colonisation. Ce vrai que la colonisation apporte des avantages pour le développement Madagascar, pourtant ce développement est une dette pour notre pays. De 1947 à 1960, grâce au fonds de développement pour le développement économique et social (FIDEC), l'économie malgache reçoit 57 milliards de francs CFA qui seront investis dans l'outillage et la production agricole, les infrastructures et l'équipement social, Il n'y avait pas de chose gratuite pour les étrangers, ils cherchent toujours son intérêt,

En plus, à cause de forte demande des Payes en voie développement (PED) (Madagascar est l'une de PED) pour financer leur industrialisation internationale, elle était mobilisée en l'absence de l'épargne interne, cette dette est utile si le rendement de l'investissement excède le montant de l'endettement, si elle financer des projets individuelles à forte externalité positive mais une partie de la dette contracté surtout également à financer de dépenses peu favorable au développement

Une ouverture et une libéralisation rapides de l'économie, combinées à un ajustement drastique des finances publiques, entraînent, à la fois, une chute importante des revenus et une déstabilisation financière, tandis que l'impact des réformes structurelles sur l'offre domestique tarde à se faire sentir. L'instabilité politique chronique du pays est aggravée par

les faibles résultats économiques et provoque des à-coups dans le financement de l'économie (attentisme des opérateurs, négociations difficiles avec les bailleurs de fonds)⁹.

3-L'instabilité politique de Madagascar

Depuis l'indépendance de Madagascar en 1960. Madagascar a connu plusieurs crises politiques (1972, 1992, 2002, 2009). L'indépendance de Madagascar est une indépendance fantôme, pendant 58ans, on ne voie pas de gouvernance indépendante de France à cause de contrat de coopération.

A chaque fois Madagascar ayant de croissance économique, après un peu de temps, il y a de crise politique, or ces instabilités gouvernementales n'est pas une façon de politiciens Malgaches mais il y a de fondateur derrière.

La crise politique à répétition ou l'instabilité politique permanente n'est autre que l'expression des revendications économiques, politiques et sociales non satisfaites. Elle est à l'origine de la détérioration des conditions économiques et sociales puisqu'elle a toujours pris l'économie en otage (blocage des activités, destruction des infrastructures, désordre économique et social).

Elle efface les effets positifs des réformes antérieurement engagées à l'instar de l'effondrement du système de protection sociale et de la contreperformance de l'économie en 1991, en 2002 et en 2009 où l'on a observé une baisse drastique du niveau d'activités. Parallèlement, le taux de Pauvre

Didier Ratsiraka de retour au pouvoir, mais cette fois démocratiquement élu en 1996. Pourtant les élections présidentielles de 2001 auxquelles il concourait avec une confiance soutenue par ses succès économiques seront âprement disputées par son principal opposant Marc Ravalomanana. Après six mois de contestations violentes, avec ses effets catastrophiques sur l'économie du pays (le PIB par tête reculera de 9 % en 2002), le second prendra le pouvoir tandis que le premier s'exilera en France (ROUBAUD, 2002). À nouveau, Madagascar se relèvera de cet épisode troublé et la croissance repartira à un rythme soutenu. Entre 2004 et 2008, le PIB croîtra de près de 6 % en moyenne, en accélération progressive, tandis que les prévisions de l'époque annonçaient une croissance encore plus rapide pour les années ultérieures. Pourtant les dérives autoritaires de Marc Ravalomanana conduiront à un coup d'État début 2009 (RANDRIANJA, 2012a). Marc Ravalomanana s'exilera à son en Afrique du Sud, tandis que les putschistes conduits par Andry Nirina Rajoelina tiendront le pays en coupe réglée, dans un imbroglio juridique et institutionnel ; quant à l'économie, elle végétera

⁹Dialogue N°8, L'économie malgache de 1990 à 1998, un retour fragile de la croissance suspendu aux efforts de réforme, décembre 1997

ensuite et jusqu'à maintenant dans un état désastreux, faisant craindre l'effondrement du régime (et du pays) à tout moment, malgré la résolution électorale de la crise fin 2013 et l'accession par les urnes du président H. Rajaonarimampianina¹⁰

II-1-2-les mesures de la pauvreté :

1-Le taux de croissance économique

La croissance économique est faible et instable d'un faible d'exploitation du potentiel économique du pays. La mise en œuvre de la politique d'investissement à outrance en 1979 où la croissance, propulsée essentiellement par le secteur de l'industrie, a été de 9,9%, mais cette croissance n'a pas été soutenue ;avènement du libéralisme économique vers la seconde moitié des années 90, marquée par une croissance exceptionnellement forte et tirée essentiellement par un nombre restreint des branches d'activités en 1991 notamment la zone franche industrielle, depuis 1997 à 2001, la croissance économique est plus significative allant de 3,7% à 6% ; performance soutenue de l'économie (6,3% en moyenne pour la période 2003 à 2008) sous les effets conjugués du dynamisme des activités liées aux branches BTP, tourisme, mines et zones franches industrielles

La croissance économique dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire était en moyenne inférieure à 2,6% avant 1996.après 1997, seul le secteur tertiaire a dépassé 3% de croissance en moyen. La croissance a atteint des seuils élevés supérieurs à 20% dans les zones franches industrielles entre 1997 et 2009 avec le développement du secteur minier qui dépend de l'évolution des cours mondiaux des produits. Mais maintenant le taux de croissance actuel à Madagascar est de 2,9% et le taux de l'accroissement de la population est de 3,5%, on n'avait pas de développement,

En effet, la performance de l'économie varie entre 1,2% et 4,1% au cours de la période 1985-1990 pour chuter à 6,3% en 1991 suite à la désobéissance civile associée à la crise survenue au cours de la même année. Les effets de la crise n'ont été résorbés qu'en 1995. A partir de cette date, la situation semble se stabiliser et l'économie a retrouvé sa trajectoire de croissance avec un taux modéré variant entre 1,7% et 6,0% de 1995 à 2001. La crise postélectorale en 2002 s'est accompagnée des blocages d'activités pendant plusieurs mois avec une contreperformance jamais enregistrée de l'économie : le taux de croissance a chuté de près de 13,0%. La normalisation des conditions politico-économiques au cours des années d'après s'est traduite

¹⁰Economie politique-Madagascar. Page 21

par de taux de croissance entre 5,3% et 7,1% entre 2004 et 2008. La crise de 2009 a pratiquement mis en cause les acquis ; l'après crise est marqué par une performance modérée entre 3,0% et 4,0% de 2014 à 2016¹¹.

Les mêmes périodes se caractérisent par une évolution faible, voire en baisse du revenu par habitant si bien qu'il faudrait une croissance plus forte pour que ses retombées positives sur la réduction de la pauvreté soient effectives et tangibles

Le taux de la pauvreté

L'évolution montre une forte hausse du ratio de pauvreté entre 2001 et 2002, puis une baisse importante entre 2002 et 2005, une nouvelle forte hausse entre 2005 et 2010, et, finalement, une légère baisse entre 2010 et 2012. Ces résultats sont, en grande partie, corrélés avec les évolutions des agrégats macroéconomiques et mettent en lumière les effets néfastes des crises politiques répétées sur les conditions de vie des ménages.

Un taux de pauvreté relativement élevé : L'Enquête Nationale sur le Suivi des OMD (ENSOMD), 2012 fait ressortir que par rapport au seuil de 535.603 Ar de consommation par personne, 71,5% de la population sont dans la pauvreté, selon la définition nationale. Sur la base du seuil international à 2 dollars PPA, quasiment 91% des ménages sont classés pauvres. Sur une période longue s'étendant sur près de 20 ans, la pauvreté a toujours été structurellement élevée, oscillant dans un intervalle compris entre 70 et 80% de la population et elle présente de fortes variabilités spatiales et selon les caractéristiques socio-économiques des ménages. Elle est généralisée en milieu rural, avec 77% des individus concernées. Dans les villes secondaires, elle touche 56% des habitants alors que la capitale

Disparité régionale de la pauvreté accentuée : Sur les 22 régions, neuf présentent un taux de pauvreté supérieur à 80%, la plus touchée est Androy avec quasiment toute sa population (97%) vivant dans la pauvreté. Cinq autres régions ont des taux de pauvretés compris entre 70 et moins de 80% de leur population. Les seules régions qui s'en sortent un peu mieux sont DIANA et Analamanga où moins de 50% des habitants vivent dans la pauvreté. En général, les régions les plus pauvres sont aussi celles où les pauvres vivent dans les conditions les plus difficiles, si on se réfère à la profondeur de pauvreté. Elle atteint ainsi 64% à Androy, mais est seulement de 14% à DIANA.

¹¹DOCUMENT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE- ; page 15

Début de disparition de la classe moyenne : les taux de pauvreté sont ainsi relativement faibles chez les personnes vivants dans les ménages de cadres supérieurs, moyens et salariés qualifiés mais très élevés chez celles vivant dans les ménages dont le chef n'a pas un statut socio-économique élevé. De même, les risques de pauvreté baissent avec l'augmentation du niveau d'instruction du chef de ménage, passant de plus de 80% chez les personnes vivant dans les ménages dont le chef n'a pas fait d'études à environ 10% chez celles dont le chef de ménage a fait des études supérieures.

Du pays s'en sort mieux avec « seulement » 31% de pauvres. La profondeur de la pauvreté rurale avec 36% est très forte, comparée à celle de la capitale estimée à 9%. Autrement dit, les pauvres du milieu rural connaissent un degré de dénuement plus important que ceux de la capitale.

Disparité régionale de la pauvreté accentuée : Sur les 22 régions, neuf présentent un taux de pauvreté supérieur à 80%, la plus touchée est Androy avec quasiment toute sa population (97%) vivant dans la pauvreté. Cinq autres régions ont des taux de pauvretés compris entre 70 et moins de 80% de leur population. Les seules régions qui s'en sortent un peu mieux sont DIANA et Analamanga où moins de 50% des habitants vivent dans la pauvreté. En général, les régions les plus pauvres sont aussi celles où les pauvres vivent dans les conditions les plus difficiles, si on se réfère à la profondeur de pauvreté. Elle atteint ainsi 64% à Androy, mais est seulement de 14% à DIANA.

Début de disparition de la classe moyenne : les taux de pauvreté sont ainsi relativement faibles chez les personnes vivants dans les ménages de cadres supérieurs, moyens et salariés qualifiés mais très élevés chez celles vivant dans les ménages dont le chef n'a pas un statut socio-économique élevé. De même, les risques de pauvreté baissent avec l'augmentation du niveau d'instruction du chef de ménage, passant de plus de 80% chez les personnes vivant dans les ménages dont le chef n'a pas fait d'études à environ 10% chez celles dont le chef de ménage a fait des études supérieures.

TABLEAU : Evolution du ratio de pauvreté de 1993-2010

	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2010	2012
MADAGASCAR	70,0	73,3	71,3	69,6	80,7	72,1	68,7	76,5	71,5
Antananarivo	68,0	66,4	61,7	48,3	66,0	59,8	57,7	66,8	...
Fianarantsoa	74,2	75,1	81,1	83,2	86,3	77,1ss	71,9	78,3	...
Toamasina	77,9	79,8	71,3	82,3	86,3	77,1	71,9	71,9	...
Mahajanga	53,2	73,8	76,0	72,4	89,1	74,1	70,2	70,2	...
Toliara	81,1	82,0	71,6	76,1	81,2	73,2	74,8	74,8	...
Antsiranana	60,2	62,3	72,6	69,2	83,7	65,4	64,2	64,2	...
Urbain	50,1	63,2	52,1	44,1	61,6	53,7	52,0	52,0	48,5
Rural	74,5	76,0	76,7	77,1	86,4	77,3	73	73,5	77,3

SOURCE : INSTAT

Pour la période 1993-2012, le taux de pauvreté est exceptionnellement élevé à Fianarantsoa et Toliary, soit respectivement 91,0% et 81,2% en 2002, 84,7% et 82,1% en 2012. Les Régions Androy et Atsimo Atsinanana sont celles où le taux de pauvreté a été le plus élevé, respectivement de 96,7% et de 93,1%. Pour la même année, les Régions Diana et Analamanga ont observé des taux relativement bas, respectivement de 42,2% et de 47,0%. les Régions Androy et Atsimo Atsinanana sont celles où le taux de pauvreté a été le plus élevé, respectivement de 96,7% et de 93,1%. Pour la même année, les Régions Diana et Analamanga ont observé des taux relativement bas, respectivement de 42,2% et de 47,0%.

II-2-LES CONSEQUENCES ET LES PROPOSITIONS DESOLUTIONS DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR

II-2-1 LES CONSEQUENCES DE LA PAUVRETE

1-Les insécurités dans tous les secteurs social et secteur d'activité à Madagascar

A Madagascar, il n'y a pas de sécurité dans la zone urbaine et de zones rurales. Madagascar a beaucoup changé entre-temps. Entre 1980 et 1995, la population a augmenté de 50%, sa distribution en zones rurales et urbaines a changé, son niveau de revenu réel par tête a baissé de 36% la structure des exportations a évolué, le régime fiscal a changé plusieurs fois, ainsi que le niveau d'endettement et prix internationaux. L'actif des ménages a beaucoup évolué également. Suite à la pression démographique, la disponibilité en terres irriguées per capita a diminué d'au moins 30%. Simultanément, les effectifs en bétail ont diminué fortement, victimes des sécheresses et des activités des *dahalo*. Du côté de la main d'œuvre, une déscolarisation croissante jette les bases d'une répartition de la main d'œuvre qualifiée de plus en plus inégale¹²,

L'insécurité sociale

La pauvreté affecte dans la vie quotidienne de la population qui entraîne l'insécurité sociale : la diminution des besoins et de pouvoir d'achat sont les causes principales des gens pour voler.

Depuis un peu de cinq ans dans plusieurs localités de Madagascar, le problème de l'insécurité rurale a défrayé chronique voilà déjà des mois avec la mort de l'élément des forces d l'ordre dans le sud par exemple, l'ouest et tout récemment encore le centre de grande Ile. Et l'on peut craindre que, malgré les efforts du pouvoir de transition à régler la situation préélectorale que l'on va vivre encore dans les mois qui viennent.

Ce que l'on peut dire, en effet, c'est que les vols de zébus accompagnant les brigandages sont réapparus d'une façon cyclique au cours de l'histoire de Madagascar voilà deux siècles déjà. L'étude de contexte montre qu'au-delà de l'éventuelle motivation individuelles, ceux-ci réapparaissent lorsque les paysans ou les éleveurs se sont trouvé d'une façon ou d'une autre dans des situations de crise intenable provoquées par l'Etat .Par conséquent, les profiteurs de

¹²Paul Dorosh, steven haggblade, Harivelo Rajemison, Bodo Ralantsoarilolona, Kenneth simler; structure et facteurs déterminants de la pauvreté à Madagascar

tous acabits apparaissent pour aggraver la situation à travers de la corruption et d'autre trafic illégaux concernant les zébus.

La corruption

A Madagascar, la corruption est présente dans tous les secteurs d'activité et institutions, à savoir les forces d'ordre, les impôts, les douanes, l'éducation, la et forestière et aussi la justice, et ces quatre derniers ont enregistré récemment une croissance exponentielle de la corruption ? Madagascar, quand elle a obtenu la note de 28/100 points pendant trois année consécutive et se classe difficilement a la 123^{ème} place du classement en 2015.

L'absence d'une corruption d'un pays se caractérise par la liberté de la presse, l'ouverture des données sur les comptes publics, l'équité de la justice indépendamment de la position sociale des citoyens et indépendance des institutions judiciaire,

L'insécurité alimentaire

On connaît que la sécurité alimentaire donne de l'accès physique et économique à tout moment à des aliments suffisants ,sûrs et nourrissants répondants aux besoins et aux préférences alimentaires nécessaires pour mener une vie et bonne santé¹³. Cette sécurité alimentaire dépend de trois facteurs principaux : disponibilité, stabilité et accessibilité. La disponibilité des aliments est directement liée au mode de production, d'importation et de stockage des aliments et la stabilité des aliments sont liée au mode de mise à disposition de la nourriture et de gestion des stocks. L'accès, en revanche, est principalement lié au mode d'achat de la nourriture par les ménages.

Cependant, on peut dire que l'indisponibilité et l'instabilité et inaccessibilité qui existe à notre pays. Alors il est impossible d'organiser l'accès si la nourriture est indisponible et instable .Par conséquent notre pays n'a pas de pouvoir, soit la produire, soit en importer des quantités suffisantes, En plus les régions volcaniques ont vu de mal nutrition comme Itasy et bongolava.

2 L'incompétent de la population

La colonisation n'est pas seulement sur l'économie de Madagascar mais jusqu'à maintenant, il y a de dépendance sur l'éducation, la mentalité de Malgache sont toujours colonisés,

¹³Voir Sommet mondial de l'alimentation, 1996. Voir également le FIDA, 1996. L'intervention au Sommet mondial de l'alimentation suggère de compléter l'augmentation de la production agricole et des revenus ruraux par une stratégie de déplacement des projets d'investissements ruraux vers une amélioration de la nutrition.

Par l'indicateur de multidimensionnelle de la pauvreté (IMP)¹⁴, c'est une mesure de la pauvreté au niveau individuel en fonction de critère multiple. L'IMP relève la nature de la pauvreté à différente niveau. Depuis celui des ménages jusqu'au niveau régional, national et internationale, l'IMP utilise 10 indicateurs pour mesurer les dimensions essentiels de la pauvreté au niveau de ménages :

L'éducation composée des indicateurs tels que le nombre d'année scolarité et celui de la sortie de l'école avant 8ans

Santé on retrouve la mortalité infantile et la nutrition

Niveau de vie composé de l'accès à l'électricité, eau potable, sanitaire, on y retrouve aussi la caractéristiques de l'habitat, combustible, bien mobilise

A cause de cette mesure, on a vérifié que La population malgache est manque d'éducation, mal santé, et niveau de vie très faible. Les besoins fondamentales sont insuffisantes qui entraîne l'incompétence de la population

¹⁴Poverty humaine and humaine développement initiative (OPHI) de l'université oxford (Angleterre) ont lancé en 2010 L'IMP (Indicateur multidimensionnel de la pauvreté

II -2 PROPOSITION DE LA SOLUTIONS POUR REDUIRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR

II -2-1 Développement de l'éducation de la population et amélioration de la formation technique

La compétence de la population est l'un de facteur qui réduise la pauvreté d'un pays. Mais il faut améliorer la qualité du système éducatif et sanitaire, élargissement du système de protection sociale

Pour ce qui concerne les soins de santé, environ 77,0% des répondants aux Enquêtes Permanentes auprès des Ménages (EPM) affirment qu'ils ont accès à des centres de soins de santé. Néanmoins, la qualité des services se dégradent : la consultation est gratuite mais les médicaments sont rarement disponibles, conduisant les patients à les prendre partiellement ou entièrement en charge. Ce phénomène concerne à la fois le milieu urbain et surtout le milieu rural.

Le taux d'analphabétisme doit diminuer et le taux de scolarisation doit améliorer suite aux actions d'allègement des charges parentales (prise en charge des frais de scolarité, distribution des kits scolaires) ; ce qui réduit l'écart entre les lettrés et les illettrés. Toutefois, l'incidence sur la pauvreté absolue demeure moins tangible : la qualité de l'enseignement reste encore à désirer, dont l'amélioration demeure le principal défi de la politique de l'enseignement primaire.

La stratégie de développement du système sanitaire et éducatif est essentiellement basée sur l'amélioration de la qualité de l'offre de services, l'accès à l'éducation, le développement des infrastructures éducatives et sanitaires, le renforcement des institutions, la création de marges budgétaires au bénéfice des secteurs sociaux

2 – 2Gestion de la dette extérieure

On a vu que Madagascar est un pays qui porte de dette depuis 1947, alors Il faut maîtriser cette dette pour avoir de rendement positif sur l'investissement mais le banque mondial n'est pas donné

Le pays ne s'endette qu'à des conditions hautement ou semi-concessionnelles de manière à préserver la soutenabilité de la dette extérieure basée sur des critères préalablement établis et éviter l'accumulation de nouveaux arriérés de paiements. La dette extérieure contractée doit comporter un élément don supérieur ou égal à 35,0% (dette hautement concessionnelle) ou à la limite entre 20,0% et 35,0% (dette semi-concessionnelle). Le principal enjeu est d'éviter les

problèmes de liquidité à court terme ou de solvabilité à moyen et à long termes tout en assurant le financement du développement.

En sus des ressources propres, l'accroissement prévu des investissements publics (7,9% du PIB en 2017 ; 9,8% en 2019 et 10,5% en 2019) générera un processus d'endettement issu du financement des projets prioritaires présentés lors de la conférence de Paris au début du mois de décembre 2016.

L'objectif est de libérer les potentialités disponibles pour raffermir la base d'une croissance forte et inclusive : énergies renouvelables, infrastructures de désenclavement, amélioration du système éducatif et sanitaire, élargissement du système de protection sociale,

3-La diminution de dépendance avec les étrangers en matière de la sécurité alimentaire et marché

On peut dire que, Madagascar ne pourrait sortir de la pauvreté s'il dépend du centre. Les économistes néomarxiste considèrent que le développement de périphérie ne pourrait se faire dans le cadre du capitalisme et Samire Amine va prôner la déconnexion c'est-à-dire la rupture de lien de dépendance avec le centre par le protectionnisme et faire la promotion de développement auto centré c'est-à-dire base sur le marché intérieur¹⁵.

Le développement auto centre : ce type d'industrialisation regroupe une stratégie de développement intérieur. Elle reflète un pessimiste pour les exportations vécu par ce pays à la suite d'une spécialisation défaillante et de la dégradation de terme de l'échange.

L'accès au marché local et le repositionnement des exportations avec l'intégration dans la dynamique du marché : développement des filières à vocation commerciale, de l'agro-industrie, de la pêche industrielle, du système de ranching¹⁶ dans le secteur élevage

Accroissement de la productivité et promotion des systèmes de production compétitifs : utilisation des intrants de qualité tels que les semences et engrais sélectionnés et augmentation des financements alloués aux centres de recherches en vue des techniques agricoles adaptées aux conditions culturelles, augmentation des investissements dans les infrastructures d'irrigation, renforcement de la sécurité foncière, vulgarisation de l'usage des petits matériels agricoles, encadrement des paysans notamment les jeunes aux métiers ruraux, diversification des sources de financement telles que le financement privé dans le cadre des microfinances et les services financiers ruraux, accès au crédit

¹⁵ Madame Holimalala RANDRIAMANAMPISOA, développement et Croissance licence3

L'amélioration de la gouvernance du secteur : organisation et professionnalisation des acteurs avec la rénovation du système de l'enseignement et de formation agricole, recyclage des acteurs sur les nouvelles technologies ; organisation des plateformes de concertation ; mise en place de centre d'appui à la production, la commercialisation ; développement des outils d'orientation et de décision avec l'uniformisation du système de statistiques sur l'Agriculture, Elevage, Pêche (AEP).

La sécurité alimentaire et nutritionnelle, la réduction des risques pour les plus vulnérables : renforcement de la résilience face aux chocs par l'accroissement de la production, la fortification des infrastructures de stockage, l'amélioration de la gestion post-récolte, le développement des recherches spécifiques pour la sécurité alimentaire ; facilitation de l'accès aux denrées alimentaires par le regroupement des petits producteurs, le désenclavement des zones de production, la promotion des petites unités de transformation des produits ; résilience aux risques de catastrophes naturelles par le renforcement du système d'alerte, l'appui au système d'informations sur les risques

L'articulation entre l'agriculture et l'industrie : développement des agro-industries en vue des externalités positives sur l'agriculture ; réhabilitation et la densification des pistes rurales en vue du désenclavement.

L'élargissement du système de protection sociale aux agriculteurs vulnérables pour améliorer leur résilience aux risques de catastrophes naturelles induits par le changement climatique.

CONCLUSION

Pendant les deux siècles ; on avait vu que Madagascar est un pays n'a pas de développement durable. Avant la colonisation ; Il y avait déjà de mal gouvernance à Madagascar, il y avait deux erreurs d'appréciation semblaient sous-estimer les difficultés d'une industrialisation en Imerina quand le royaume Imerina reconnu par l'extérieur avec le Roi Radama 1^{er} : La conviction partagée par les 2 parties de pouvoir baser l'industrialisation sur un simple transfert de technologie ET l'ignorance des besoins prioritaires en Imerina. La colonisation n'avait pratiquement pas pour objet des activités de transformations et industrialisations mais dans sa majorité écrasante l'acquisition de vastes contrés pour les plantations de matières premières et en priorité de produit de rente.

Avant l'indépendance, Madagascar fait de « dinan'ny fiarahamiasa » (contrat de coopération) avec France, Ce pour cela pendant la différente république depuis l'indépendance de 1960 : notre indépendance est partielle, il y avait 4 républiques à Madagascar mais il y avait aussi 4 transitions. Le gouvernement fait des efforts pendant tout ce temps pour avoir de développement de notre pays mais il n'y a pas de conséquence à la population Malgaches à causes de la domination

L'histoire peut connaître les causes de la pauvreté à Madagascar ,peut évaluer la pauvreté à Madagascar, les principales causes de la pauvreté à Madagascar : Les institutions qui sont faibles pour exercer des contrôles stricts à tous les échelons de la vie sociétale, La crise politique à répétition ou l'instabilité politique permanente n'est autre que l'expression des revendications économiques, politiques et sociales non satisfaites, La désarticulation de l'économie se constate depuis de longue date du fait du dualisme économique persistant caractérisé par la coexistence d'un secteur traditionnel replié sur lui-même et d'un secteur moderne généralement tourné vers l'extérieur. La faible performance de l'économie est un des facteurs déterminants de la pauvreté ; la croissance économique est faible, même en période normale, et la crise apparaît seulement comme un facteur amplificateur de la pauvreté. Et aussi les puissances étrangers sur la conduire des affaires interne du pays, notre incapacité à conduire un projet politique qui réponde aux attente de la population, l'absence du projet réellement commun, l'inaboutissement de la nation malgache.

Les conséquences de cette pauvreté à Madagascar entraînent directement sur le niveau de vie économique, social des populations malgaches surtout en rural. Pour réduire cette phénomène, il faut remettre le passer pour construire une future, Conditions de réussite de la stratégie est

tributaire des facteurs attenants au contexte interne et externe. La stabilité politique interne est primordiale en tant que condition préalable à l'expansion des investissements privés.

Le risque principal est la faiblesse des institutions : déficit en ressources humaines, insuffisance des moyens techniques et financiers qui réduisent la capacité opérationnelle des institutions. Ce qui pourrait entraver la mise en œuvre efficace de la stratégie en mettant en cause la réalisation de l'objectif de réduction de la pauvreté. La variation imprévisible du contexte international constitue également un risque sérieux avec ses impacts négatifs sur la décision d'investissement.

D'autres risques, en général inhérents aux pays en développement, sont étroitement liés à la non disponibilité des informations fiables pour l'évaluation des performances de la stratégie. Toutefois, celle-ci constitue un préalable à l'éventuel réajustement ou recentrage de la stratégie en vue de son efficacité.

Pour conclure, l'inexistence de la richesse partagée et la création de valeur ajoutée qui entraîne les problèmes à Madagascar en même durant les deux siècles.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages

- Arnaud LEONARD .Titre : Chronologie, Histoire de Madagascar, édition lycée Français de Tananarive, Année d'édition : 2011, page 52
- Bodo RALANTOARILOLONA, Harivelo RAJEMISON, Paul DOROSH, Steven HAGGLADE, Titre : structure et Facteurs déterminants de pauvreté à Madagascar, édition : Cornel Food and nutrition Policy programme institut national de la statistique, Année d'édition : Avril 1998, nombre de pages : 97
- Jean Marie CHEVALIER, La pauvreté aux Etas unis, Edition : PRESSE UNIVERSITAIREDE France 108, année d'édition : 1971, page 167
- GENDARME René, L'économie de Madagascar, Diagnostic et perspectives de développement, Paris, Cujas (1960).211p

II. Articles

- A JAO, les 4 principales causes de la pauvreté de Madagascar, édition 2014
- Aina RAZAFIARISON et Fano ANDRIAMAHEFAZAFY, Histoire économique, deux siècles d'industrialisation à Madagascar : évolution figée
- Nicolas Foaquet, titre : comprendre la pauvreté à Madagascar ; édition : 2018
- DIALOGUE8, L'économie malgache de 1990 à 1998, édition : 1997

WEBOGRAPHIE

- WWW.madascope.com/histoire
- [www.fthm.mg>docs>exposition-sur-histoire](http://www.fthm.mg/docs/exposition-sur-histoire)
- www.banquemondiale
- www.tanjona.org/les4principalescausesdelapauvreté
- www.topie.org/dictionnaire/pauvrete
- www.blog.selfrance.org/Madagascar

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
I- DEFINITIONS ET CONCEPTS DE LA PAUVRETE, ET L'HISTOIRE ECONOMIQUE DEPUIS L'UNIFICATION DU ROYAUME A MADAGASCAR	4
I-1DEFINTIONS ET APPROCHES DE LA PAUVRETE	4
I-1-1 DEFINITIONS DE LA PAUVRETE	4
1 -Definition1	4
3 –Définition 2	4
DEFINITIONS SELON PNUD	4
2.1 La pauvreté extrême ou pauvreté absolue :	4
2.2La pauvreté générale ou pauvreté relative :.....	5
2.3La pauvreté humaine :	5
3 .DEFINITIONS SELON LES AUTEURS	6
I-1-2 LES APPROCHES DE LA PAUVRETE	7
1. L'approche monétaire soutenue par les utilitaristes ou welfaristes.....	7
2- L'approche non-monétaire.....	8
3. Les autres approches :	9
I-2 HISTOIRE DE MADAGASCAR DEPUIS L'UNIFICATION DE MADAGASCAR	10
I-2-1. LE ROYAUME A MADAGASAR RECONNU PAR L'EXTERIEUR.....	10
1. Une brève histoire du royaume de Madagascar	10
2. La relation de Madagascar avec les étrangères avant la colonisation en 1896 sur les marchés	11
I-2 -2 MADAGASCAR COLONIE FRANÇAISE (1895-1960)	13
Les causes de la colonisation	13
II-LA RELATION ENTRE L'HISTOIRE ENTRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR ..	16
II-1 LES NATURES DE LA PAUVRETE	16

II-1-1Les conséquences de la reconnaissance du royaume à l'extérieur et la colonisation de Madagascar.....	16
1-L'instabilité du commerce international	16
2 – apporte une crise de dette pour Madagascar	17
3-L'instabilité politique de Madagascar.....	18
II-1-2-les mesures de la pauvreté :	19
1-Le taux de croissance économique.....	19
Le taux de la pauvreté	20
II-2-LES CONSEQUENCES ET LES SOLUTIONS DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR.....	23
II-2-1 LES CONSEQUENCES DE LA PAUVRETE	23
1-Les insécurités dans tous les environnements du pays	23
II -2 LES SOLUTION POUR REDUIRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR.....	26
II -2-1 Développement de l'éducation de la population et amélioration de la formation technique	26
2 - 2Gestion de la dette extérieure	26
3-La diminution de connexion avec les étrangers sur la sécurité alimentaire et marché	27
CONCLUSION	29

Auteur : RASAMOEL Nomenjanahary Iarissa

Titre : HISTOIRE ECONOMIQUE DEPUIS 1818 ET MANIFESTATION DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR

Nombre de page : 39

Contact : 034 79 644 23

Adresse de l'auteur : VV40 Amparify Haute ville Tana

RESUME

La pauvreté est un phénomène important à Madagascar, l'histoire économique est l'un des éléments qui peut aider les économistes pour avoir la résolution de ce problème, dans cette analyse à la premièrement, on a vu les différentes définitions de la pauvreté et les approches de la pauvreté, on a vu aussi l'histoire économique depuis l'unification du royaume à Madagascar: le royaume à Madagascar reconnu par l'extérieur et Madagascar colonie Françaises 1895. Dans deuxièmement, on a vu la relation entre l'histoire économique et la pauvreté à Madagascar ; sa relation est la nature, la conséquence et les propositions de solutions de la pauvreté à Madagascar.

MOTS CLES : pauvreté, histoire économique, pauvreté, colonisation, centre, périphérie

Encadreur : RAKOTO DAVID Olivaniaina